

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 172 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2948 - Prix : 1€

## Moyen-Orient



**Le racisme et la xénophobie, poisons pour lestravailleurs**

Page 4

**Bayrou**  
Au milieu... de l'extrême droite

Page 5

**Auschwitz**  
Les criminels d'hier et ceux d'aujourd'hui

Pages 6

## Les dirigeants impérialistes ont leurs plans, les révoltés doivent avoir les leurs !

Trump a proposé de déplacer les habitants de Gaza vers la Jordanie et l'Égypte pour, dit-il, « faire le ménage ». C'est depuis toujours le rêve sioniste formulé par l'extrême droite israélienne : se débarrasser du problème palestinien en se débarrassant des Palestiniens !

Une proposition similaire avait été formulée, au lendemain du 7 octobre, par les deux ministres d'extrême droite du gouvernement israélien. Ils voulaient « encourager l'émigration » des Gazaouis. L'encouragement a consisté à les bombarder et à les affamer pendant 15 mois, à tuer plus de 45 000 d'entre eux, à transformer la bande de Gaza en champ de ruines.

D'après le journal Libération, plusieurs ministres israéliens auraient même envisagé, en janvier 2024, la déportation des Gazaouis vers le Congo. Et très récemment, l'administration Trump aurait travaillé sur « une relocalisation temporaire », le temps de la reconstruction de Gaza... en Indonésie !

En promoteur immobilier sans scrupules, Trump imagine peut-être pouvoir transformer la bande de Gaza en Miami Beach. C'est un mépris sans bornes pour les Palestiniens qui se battent depuis plus de 75 ans pour conserver le droit élémentaire de vivre là où ils sont nés et qui endurent des souffrances infinies pour rester sur leurs terres.

Cette politique de nettoyage ethnique n'est pas nouvelle de la part des grandes puissances. Avec les Indiens d'Amérique, les États-Unis ont une longue expérience dans les déplacements forcés et l'extermination de populations. Les puissances européennes ont eu les mêmes pratiques, avec les Africains réduits en esclavage et déportés en Amérique et avec d'innombrables peuples colonisés.

Le sionisme s'est inscrit dans cette logique coloniale. Car la guerre menée par Israël n'a pas démarré avec le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre. Et ce n'est pas une guerre contre le terrorisme. Car, si ce mot a un sens, il faut reconnaître que l'État israélien en use à une tout autre échelle que les kamikazes palestiniens.

Cette guerre a commencé il y a plus de 75 ans et c'est une guerre contre tous les Palestiniens. Une guerre pour les chasser toujours plus loin. Elle a forcé des centaines de milliers d'entre eux à prendre le chemin de l'exil, en 1948 et en 1967, les transformant en réfugiés dans des camps établis dans les pays voisins ou dans leur propre pays, à Gaza et en Cisjordanie.

Aujourd'hui, les dirigeants israéliens discutent de l'annexion totale ou partielle de la Cisjordanie. L'armée israélienne y est déjà à l'œuvre et, depuis le cessez-le-feu à Gaza, elle y a multiplié les interventions. Les combats ont notamment fait rage autour de Jénine, zone théoriquement sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. Sous prétexte de combattre les groupes armés, l'armée israélienne y a tué onze Palestiniens. Elle bombarde et détruit maisons et routes au bulldozer. Elle multiplie les points de contrôle et les arrestations.

Quant aux colons israéliens, ils se comportent en territoire conquis. Ils ont commis une série de crimes, faisant fuir des habitants et étendant l'emprise de leurs colonies. Tout cela avec la complicité de l'armée et la bénédiction de Trump qui vient symboliquement de lever les sanctions prises par l'administration Biden à l'encontre des colons accusés de violences contre des civils palestiniens.

Les sionistes les plus ultras ont donc carte blanche. Ils peuvent compter sur l'appui de Trump, mais aussi sur le silence complice de la France et des pays de l'Union européenne, qui se contentent de communiqués de protestation, tout en soutenant, de fait, la politique de colonisation d'Israël.

Malgré le cessez-le-feu à Gaza, les Palestiniens ne sont donc pas au bout de leurs souffrances. Quant aux Israéliens, ce n'est pas en se faisant les oppresseurs et bourreaux des Palestiniens qu'ils trouveront la sécurité et la paix. La paix des cimetières que veut imposer Netanyahu n'en est pas une. Il prétendait annihiler le Hamas. Par sa politique, il en a été un des meilleurs agents recruteurs.

Tant qu'il y aura de l'injustice, il y aura des révoltés et des révoltes. C'est vrai en Palestine, comme partout ailleurs. Mais même si les Palestiniens résistent de toutes leurs forces et se battent avec l'énergie du désespoir, ils ne mettront pas fin à l'oppression et à la domination de l'impérialisme tout seuls. C'est aussi à nous, qui sommes au cœur des citadelles impérialistes, de mener le combat pour le renverser. Et il faut commencer, bien sûr, par refuser de s'aligner derrière nos dirigeants, complices de la barbarie.

Nathalie Arthaud

## Loi contre la vie chère : un panier percé

Le 24 janvier, l'Assemblée nationale a adopté à la quasi-unanimité le projet de « loi d'urgence contre la vie chère en Outre-mer »

Les députés de gauche qui soutiennent ce projet y voient « beaucoup d'attentes et d'espoir » (Jean-Hugues Ratenon), « des solutions immédiates » (Karine Lebon).

Ces élus ont beau se gargariser de mots, il n'y a rien dans ce projet de loi qui pourrait améliorer un tant soit peu le pouvoir d'achat des classes

populaires qui voient le nombre de produits diminuer dans leur caddie quand ils font leurs courses, à l'inverse de l'addition qui augmente.

En effet, les deux dispositifs clés du projet sont l'élargissement du bouclier qualité prix (BQP) qui existe depuis 2012 à des équipements technologiques et un soi-disant encadrement des marges commerciales des grands groupes de distribution.

Pas de quoi mettre un peu plus de cari sur le riz !

Par ailleurs, il est question d'interdire aux grands groupes de détenir une part de marché supérieure à 25% dans un territoire d'Outre-mer.

Pour lutter contre la vie chère, la solution est toute simple : augmentation des salaires et des retraites, en prenant notamment sur les profits faramineux des capitalistes de la grande distribution !

## Le racket sans fin des automobilistes

D'après l'Observatoire des Prix, des Marges et des Revenus, les prix affichés des véhicules à La Réunion sont entre 30 et 50 % plus élevés que dans l'hexagone.

Mais c'est sans compter ce que prélèvent la SRPP et les compagnies pétrolières sur chaque litre d'essence au titre de leurs marges.

La SRPP qui a le monopole du

stockage des carburants à La Réunion a réalisé un résultat net de 4,9 millions d'euros en 2023 et les compagnies pétrolières (Vito, Total, Engen et OLA Energy) 27,5 millions d'euros. Ce sont d'ailleurs à peu près les mêmes sommes que leurs actionnaires ont encaissées en 2021 et 2022.

Pour compléter le tableau du ra-

cket auquel est soumise la population réunionnaise, il faudrait rajouter les profits encaissés par les banques, les assurances, les réseaux de garages ainsi que les taxes prélevées par l'État et les collectivités.

Pas étonnant qu'après avoir fait le plein, on se retrouve à sec !

## Pétrole : ça repart à la hausse

Pour le quatrième mois consécutif les prix des carburants vont encore augmenter. Au 1<sup>er</sup> février, le gazole prend 6 centimes (+4,72 %), l'essence 2 centimes (+1,22 %).

Les spéculateurs, qui ne veulent pas être tenus pour responsables, accusent la baisse des températures en Europe et aux États-Unis entraînant une hausse de la demande en pétrole et fioul

pour se chauffer. Mais ce sont bien eux qui augmentent les prix.

Le capitalisme est une économie de charognards.



## PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS

SAMEDI 15 FÉVRIER de 9H30 à 12H00

SAMEDI 1er MARS de 9H30 à 12H00

SAMEDI 15 MARS de 9H30 à 12H00

## Le racisme et la xénophobie, poisons pour lestravailleurs

À La Réunion, si les incidents dans les quartiers populaires sont une réalité, l'empressement des responsables politiques à se décharger de toute responsabilité en est une autre.

D'un seul élan, avec la même lâcheté, les élus de gauche joignent leur voix à la droite réactionnaire pour désigner la communauté d'origine mahoraise et comorienne à la vindicte publique.

Ces gens ne sont là que pour défendre leurs postes dans un système qui aggrave les inégalités, appauvrit l'ensemble de la société et enrichit les exploités, ces politiciens soufflent sur les braises d'une guerre entre pauvres pour préserver les riches. Députés et maires prient l'État de leur envoyer plus de policiers, d'attribuer moins d'aides et moins de logements sociaux aux familles non réunionnaises, le « *retour des détenus dans leur département d'origine* »... et ouvrent grand la porte à toutes les outrances xénophobes.

Ainsi, samedi 25 janvier, lors d'un rassemblement dans les jardins de la préfecture, du collectif « Stop à la délinquance transférée à La Réunion », les Mahorais ont été traités par certains de « *rats d'égouts* », « *nourris, blanchis, logés* » dans des « *centres de vacances* », pour ne rien dire de propos encore plus injurieux.

**Mardi 28, sur ordre du préfet Patrice Latron, plus de 50 agents de la police nationale et municipale ont fait une descente dans le quartier du Moufia à Saint-Denis en présence sur les lieux de la maire de Saint-Denis et de la procureure de la République.**

Fouilles au corps, dans les sacs, contrôles dans les bus, contrôle d'identité, interpellations, recherche de drogue...

Cette opération qui s'est déroulée à la tombée de la nuit se veut être un « message fort » du préfet à des



Dans les classes populaires les apprentis sorciers et les politiciens qui veulent aller ou rester à la mangeoire peuvent faire beaucoup plus de dégâts que la prétendue insécurité qui leur sert de fonds de commerce. Car, pour les luttes indispensables contre la précarité, les licenciements, la vie chère et toutes les attaques contre le monde du travail, les chômeurs et les retraités, il faut unir

les forces du camp des travailleurs au lieu de les diviser.

Les travailleurs réunionnais, mahorais, comoriens ou quelle que soit leur origine ou leur nationalité ne doivent pas tomber dans ce piège grossier de la division qui profite aux exploités que sont les capitalistes.

À bas le racisme et la xénophobie, vive l'unité de la classe ouvrière !

### Rodéo policier à Moufia

bandes de jeunes « qui pourrissent la vie à Saint-Denis ».

Certes des agressions, des vols, etc. ont lieu depuis quelques semaines dans plusieurs quartiers de la ville, mais traquer des jeunes à coup de renfort médiatique ne fera pas « régner l'ordre » ni mettre fin aux trafics dans les cités.

Si montée de la délinquance il y a, il faut chercher les responsabilités du côté de l'État qui ne met pas les moyens pour lutter contre l'échec scolaire et l'illettrisme pour éviter que des jeunes soient évincés très tôt du système scolaire sans formation

avec peu ou pas d'espoir de s'insérer dans la vie active, ou encore du côté des municipalités et des autres collectivités locales qui réduisent les aides aux associations culturelles ou sportives (la part des subventions dans le budget des associations a baissé de 41 % entre 2005 et 2020), etc.

Policiers et gendarmes ne remplaceront pas les enseignants, les éducateurs ou autres moniteurs dont les enfants des classes populaires auraient besoin.

## Opération porte ouverte à l'extrême droite

Dans la foulée de cette opération policière largement médiatisée, le préfet a annoncé mettre en place une « cellule départementale anti-bandes » avec l'appui des maires des villes de Saint-Denis, Saint-Louis, Saint-André, Saint-Benoît et Le Port, des forces de l'ordre et des magistrats, du recteur de l'Académie, du directeur de l'Agence régionale de Santé et du directeur général de la CAF de La Réunion.

L'arsenal des mesures annoncées en grande pompe sont sans surprise

calquées sur les propos les plus crasseux des xénophobes. Ainsi le « contrôle à 360 degrés de toutes les prestations auxquelles les familles ont droit » permettrait de « déceler que les parents ne sont pas là, qu'il y a des fraudes aux allocations familiales et que les parents sont ailleurs », auquel cas les allocations seront supprimées.

Les parents étrangers des enfants « délinquants » seront convoqués à la préfecture pour examiner leur droit au séjour avec le risque de se faire

expulser.

Le Préfet veut aussi s'attaquer aux supposés « PACS de complaisance » que souscriraient des étrangers à Mayotte avec des Français « moyennant finances ». Et il fait planer la menace de jeter à la rue, hors de leur logement social, les personnes soupçonnées de se livrer à des trafics.

Comment de cette politique basement sécuritaire pourrait sortir une amélioration des conditions de vie de la jeunesse et des quartiers ?

## Bayrou : au milieu... de l'extrême droite

À l'approche du vote du budget, prévu lundi 3 février, Bayrou donne des gages à tous les partis, de tous bords, pour éviter que son gouvernement soit censuré. Et ça a fonctionné une fois, puisque les députés du PS n'ont pas voulu voter une première motion de censure le 16 janvier. Mais rien ne dit qu'il en sera de même dans l'avenir.

Ce prétendu équilibrisme donne en réalité de plus en plus de poids à l'extrême droite. D'un côté, le Premier ministre a fait semblant de céder quelque chose « sur sa gauche » avec le conclave sur la réforme des retraites et le retrait des 4 000 suppressions de poste annoncées dans l'Éducation nationale. Mais le fait que cela a suffi comme garanties aux députés du PS montre à quel point ces derniers sont complices de la manœuvre de Bayrou pour endormir leurs propres électeurs.

Le conclave, en absence de mobilisation massive, n'apportera rien de bon aux travailleurs. Le patronat est à l'offensive et, geste symbolique, avant même que la comédie du dialogue social ne commence, le quotidien *Les Échos* avait réclamé à sa Une « La retraite à 65 ans ! » Quant aux suppressions de postes dans l'éducation, le gouvernement a peut-être reculé, mais il serait naïf de croire que ce n'est pas pour mieux sauter. Rien ne dit qu'elles ne seront pas de nouveau programmées et vite.

Côté extrême droite, le gouverne-



ment, a éructé toute sa haine contre les immigrés.

Et puis, alors que les derniers chiffres du chômage venaient d'être publiés, révélant une brutale aggravation de la situation, Bayrou a tenu à rappeler que « toujours frapper l'entreprise et ce qu'on appelle les grandes entreprises, c'est se tromper de cible ».

Tout cela profite au Rassemblement national à qui Bayrou prépare le terrain, en reprenant ses arguments et sa propagande.

Le seul obstacle à leur opposer peut venir de la classe ouvrière si elle reprend confiance dans sa force collective en luttant pour sa survie contre les attaques du grand patronat.

Pas plus que ses prédécesseurs, Bayrou n'est un barrage contre la progression de l'extrême droite.

ment flatte de plus en plus les préjugés racistes et sécuritaires. Bayrou a ainsi expliqué que « les apports des étrangers étaient positifs (...) à condition qu'ils ne dépassent pas une proportion », continuant sur le fait qu'en France, il y aurait « une submersion ». Le même jour sur d'autres chaînes, Darmanin, ministre de la Justice, a annoncé le durcissement de sa politique pénale contre les mineurs, et Retailleau, ministre de l'In-



## Narcotrafic : la vaine agitation de Retailleau

La proposition de loi présentée au Sénat le 28 janvier par le sénateur Les Républicains Étienne Blanc et le sénateur socialiste Jérôme Durain, prétendant combattre le narcotrafic, est venue appuyer la démagogie gouvernementale qui fait de ce thème son cheval de bataille. Ainsi Darmanin, Retailleau ont multiplié les déclarations sécuritaires, une posture pour tenter de gagner du crédit, certainement pas pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontées les classes populaires.

Ceux-ci sont bien réels : la peur de voir ses enfants devenir dealers ou consommateurs de drogue, ou les deux, l'existence de points de vente tenus par des dealers qui contrôlent véritablement les entrées et sorties des cités, sans parler des règlements de comptes et du danger des balles perdues. Ajouté aux conséquences de

la crise, au chômage, à la détérioration de tous les services publics, santé, écoles, transports, tout cela rend la vie plus difficile dans les quartiers pauvres. Et les problèmes ne font que s'aggraver au fil des années.

Mais si la consommation de drogue ne cesse de se développer, ce n'est pas dû à une perte de valeurs morales, à la prétendue violence d'une partie de la jeunesse qu'il suffirait de mettre derrière les barreaux, comme aiment à le répéter les perroquets réactionnaires. Dans cette société qui repose sur la violence de l'exploitation et l'individualisme, la drogue peut apparaître comme la seule manière de tenir. Mais si ce commerce se développe, c'est aussi et surtout parce qu'il est, et depuis bien longtemps, un des plus lucratifs du monde. Ce commerce fait partie du marché capitaliste mondialisé,

tout comme un autre. Les dealers qui tiennent les murs des cités ne sont que les petites mains d'un trafic contrôlé à un bien plus haut niveau par de puissantes mafias. Le blanchiment d'argent que les Retailleau et autres prétendent sans rire combattre, est opéré à grande échelle au travers de circuits financiers mondiaux. Autant dire que les gouvernements non seulement ne veulent pas vraiment s'y attaquer, mais qu'ils sont largement impuissants face aux hommes d'affaires, financiers et autres qui prospèrent grâce à la drogue.

Le développement du commerce de la drogue et ses conséquences mesurent la dégradation d'une société où seul l'argent compte. Les moulinets de Retailleau et Darmanin n'y changeront rien.

## Auschwitz : les criminels d'hier et ceux d'aujourd'hui

**Les organisateurs des cérémonies du 80e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz ont mis à l'honneur les derniers survivants, chargés d'apporter leur témoignage.**

L'énergie déployée par ces quasi-centenaires ayant survécu à l'horreur des camps d'extermination qui racontent sans relâche ce qu'a été la barbarie des nazis, en particulier auprès de la jeunesse, ne peut que forcer le respect. On ne peut pas en dire autant des dirigeants politiques qui n'ont que le « devoir de mémoire » à la bouche, font mine de s'inquiéter de la disparition des derniers témoins et affichent leur bonne conscience. En réalité, ils ne font rien, au contraire, pour que les nouvelles générations puissent comprendre les mécanismes qui ont conduit à la création de ces camps et au génocide des Juifs par les nazis.

Si la « solution finale » et le génocide des Juifs sont bien les fruits du délire antisémite de Hitler, Gö-

ring, Himmler et autres dirigeants nazis, il ne suffit pas de répéter « plus jamais ça » pour qu'une barbarie du même type ne se reproduise pas. Il est vital de comprendre dans quelle conditions les brutes nazies ont pu prendre le pouvoir en Allemagne, une puissance impérialiste développée, avec une population éduquée. Il est nécessaire de rappeler que le parti de Hitler n'aurait pas pu s'imposer à la tête de l'Allemagne sans la volonté de la bourgeoisie allemande de lancer le pays, durement touché par la crise économique de 1929, dans une nouvelle guerre destinée à contester les traités humiliants qui lui avaient été imposés à l'issue de celle de 1914-18.

Les nazis n'auraient pas pu parvenir au pouvoir sans le soutien financier massif et répété des Krupp, Thyssen et autres industriels ou banquiers, et sans la complicité, dès 1931-1932, des hauts fonctionnaires de l'appareil de la police, de la justice et de l'armée, qui souhaitaient briser un prolétariat organisé

dans des partis et des syndicats puissants. Pour tous ces gens-là, peu importait le délire antisémite des nazis du moment qu'ils étaient capables de briser les travailleurs puis réarmer le pays.

Ne pas rappeler les conditions de l'ascension des nazis, et même les nier en réduisant le nazisme à la folie hitlérienne ou à son seul aspect antisémite, si ignoble soit-il, c'est empêcher les nouvelles générations de comprendre les racines économiques et sociales sur lesquelles un tel régime a poussé. Pendant qu'ils répètent « plus jamais ça », les dirigeants actuels de l'impérialisme sèment le chaos dans le monde, massacrent des peuples, alimentent des guerres qui menacent de se généraliser en une nouvelle guerre mondiale. Et depuis 1945, pour maintenir leur ordre mondial, ces dirigeants ont été eux-mêmes pour le moins complices de plusieurs génocides.

## Assemblée nationale : le PS, parti “responsable”

Le 23 janvier, le Parti socialiste a enchaîné les propositions de loi à deux sous votées grâce aux députés macronistes.

En échange, les députés PS ont négocié leur abstention sur la motion de censure contre Bayrou et, en perspective, celle sur le vote du budget.

Le PS a pu crâner ce jour-là après l'adoption de cinq propositions de loi, pour le moins consensuelles, par l'Assemblée nationale. Car qui s'opposerait, en soi, à la protection des enfants dans les crèches privées, après les récents scandales de maltraitance ? Quatre autres propositions ont été adoptées : pour lutter contre la vie chère dans les Outre-mer ; contre les pannes d'ascenseurs ; pour un re-

pas à un euro pour les étudiants ; et pour un nombre minimal de soignants par patient hospitalisé.

Quoi qu'il en soit de l'avenir de ces propositions de loi, elles ne coûtent pas grand-chose en l'état. Sans le financement de plusieurs dizaines de milliers d'embauches à l'hôpital, l'inscription dans la loi d'un ratio de soignants par patient restera au mieux un vœu pieux. Les politiciens n'en sont pas avares, comme le montre la loi sur « le droit au logement opposable » (DALO) qui existe depuis 2007 tandis que le nombre de personnes mal logées ou à la rue ne fait qu'augmenter. D'ailleurs, il existe déjà un ratio de soignants par patient en obstétrique ou en néonatalogie, sans effet sur

l'engorgement de ces services hospitaliers.

En échange de mesures destinées à rester lettre morte en l'absence de moyens, le PS monnaie son éventuelle abstention sur le budget 2025. Celui-ci prévoit très concrètement 30 milliards d'euros d'économies aux dépens de la population, avec par exemple 200 millions d'euros en moins pour la réduction du loyer de solidarité (RLS) dans les logements HLM.

Avec ses quelques mesures symboliques, le Parti socialiste veut se montrer un parti « responsable ». Cela le prépare à être l'accompagnateur des attaques antiouvrières.

## Agriculture : encore un peu de dérégulation

**Le Sénat a approuvé, le 28 janvier, une proposition de loi visant à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur ». Mais il est inutile de chercher quoi que ce soit dans ce texte qui aiderait, par exemple, les petits agriculteurs à se désendetter.**

Tout est fait pour laisser le champ libre aux grosses exploitations, qui seraient brimées dans leur développement par une législation tatillonne. La proposition de loi est portée par deux sénateurs de droite, l'un, Laurent Duplomb, du parti Les Républicains, l'autre, Franck Menonville, de l'Union centriste. Tous deux sont passés par la FNSEA, le syndicat d'exploitants agricoles majoritaire, porte-parole des gros exploitants. Ils en reprennent les exigences au nom de la compétitivité de l'agriculture française face à ses homologues étrangers.

Leur texte demande, entre autres, la réintroduction de pesticides de la famille des néonicotinoïdes, comme l'acétamipride, réclamée par les entreprises agricoles de la noisette, des pommes, des navets, ou de la betterave sucrière, une production de



grandes exploitations. Or ce produit, interdit en France mais pas partout en Europe, qui tue les abeilles en même temps que les pucerons, a fait l'objet d'une alerte de l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (ANSES) pointant ses dangers pour le système nerveux humain.

Dans la foulée, le texte réclame également l'extension de bâtiments d'élevage, la simplification des règles pour la protection de l'environnement, que l'épandage de ces produits chimiques puisse être fait par drone,

et que les réunions publiques d'information lors de projets touchant à l'environnement soient facultatives. Il prône aussi le développement des mégabassines qui, comme le rappellent les ONG, profitent essentiellement à une minorité d'agriculteurs.

Coïncidence ou pas, à l'heure des élections aux chambres d'agriculture, les promoteurs de ce projet de loi se font les porte-voix des gros exploitants, sous couvert d'aide à tous les agriculteurs.

## Eaux minérales : l'État complice du scandale

**Mediapart vient de dévoiler l'existence de fichiers internes de Nestlé montrant comment l'État a protégé ses intérêts face au double scandale ayant éclaté en 2021, concernant les eaux minérales qu'il exploite dans les Vosges.**

D'une part, pendant des dizaines d'années, Nestlé a vendu des bouteilles sous l'appellation « eau minérale naturelle » alors que leur qualité ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle de l'eau... du robinet. En effet, comme les eaux de source vendues sous les marques Vittel, Hépar et Contrex sont de plus en plus contaminées par des matières fécales, des pesticides et autres polluants, ce trust recourait depuis des années à des procédés de purification, ce qui, par définition, n'a pas grand-chose à voir avec l'eau dite minérale. Mais, évidemment, Nestlé cachait ces agis-

sements, car cette appellation lui permet de vendre son eau près de cent fois plus cher que l'eau du robinet !

D'autre part, le même groupe a exploité neuf sites dans les Vosges, sans aucune autorisation légale, pendant plus de 25 ans ! Il a tellement surexploité les ressources en eau, que les nappes phréatiques pourtant abondantes dans la région se sont même asséchées. Du coup, l'usage de l'eau est régulièrement restreint pour les particuliers dans les communes avoisinantes, qui sont mêmes parfois alimentées par camions-citernes !

Contre les malversations de ce trust, l'État n'a absolument rien fait. Au contraire, il a légalisé ces forages pirates et autorisé les opérations de purification pour les eaux minérales ! Il a même signé en septembre 2024 un accord très avantageux pour cette multinationale. En effet, celle-ci a été

condamnée à payer deux millions d'euros d'amende en échange de quoi elle échappe à tout procès public concernant ces deux scandales : une goutte d'eau dans l'océan des trois milliards d'euros que cette fraude lui a rapportés.

C'est dans ce contexte que Mediapart a découvert des documents démontrant l'existence de réunions secrètes entre dirigeants de Nestlé et hauts fonctionnaires de cabinets ministériels, de la préfecture et de l'agence régionale de santé (ARS) des Vosges.

Si une chose est claire, et beaucoup plus claire que les eaux minérales vendues par Nestlé et compagnie, c'est que le rôle que se fixe l'État est de défendre coûte que coûte ceux qui possèdent de telles entreprises !

## Arnault : maître-chanteur



En annonçant les profits de LVMH - la bagatelle de 12,5 milliards d'euros -, son propriétaire Bernard Arnault s'est plaint du projet gouvernemental d'une taxe temporaire pour les grandes entreprises. Il a même fait un chantage à la délocalisation, histoire d'appuyer ses propos.

Si elle voit le jour, cette taxe sera très loin de le mettre sur la paille. Mais quand ces grands bourgeois pleurent la bouche pleine, il y a toujours des ministres qui sèchent leurs larmes en leur versant une louche supplémentaire de fonds publics.

## Racket organisé



D'après l'association de consommateurs UFC - Que choisir, le montant des cotisations des mutuelles de santé a augmenté de 40 % sur cinq ans en moyenne. Avec de tels tarifs, de plus en plus de personnes n'ont plus les moyens de souscrire à une mutuelle en particulier les étudiants et les travailleurs les plus précaires.

Les responsables de ces augmentations ne sont pas uniquement les directions des mutuelles mais aussi et surtout l'État qui année après année, a multiplié les déremboursements et a fait basculer de nombreuses prises en charge vers les mutuelles. Et cela alors que le système de santé est défaillant.

Par contre, l'État, en bon serviteur, laisse les laboratoires pharmaceutiques vider les caisses de la Sécurité sociale pour leurs profits.

## Vases communicants

D'après une étude du ministère de l'Économie, le revenu des 40 000 ménages les plus riches de France a plus que doublé en 20 ans. Pendant cette période, les classes populaires ont vu le leur dégringoler et l'exploitation s'aggraver.

Révoltant !





## Intelligence artificielle : vraie folie spéculative

**Lundi 27 janvier, les places boursières du monde entier, les traders et les commentateurs craignaient que le ciel leur tombe sur la tête : l'action de Nvidia perdait 17 %, entraînant la volatilité de 590 milliards de dollars.**

Nvidia avait réussi à faire croire qu'il est le concepteur, le fabricant et le distributeur exclusif de composants indispensables au développement des programmes d'intelligence artificielle. Cette technique nouvelle spectaculaire, basée sur la puissance de gigantesques parcs d'ordinateurs et les raffinements du calcul statistique, a logiquement suscité l'engouement du public et l'intérêt des financiers. La sortie et le succès immédiat de ChatGPT en novembre 2022, accompagnés d'une campagne médiatique internationale ont enclen-

ché la machine spéculative, sur tout ce qui touche cette technologie, dont, croyait-on, les entreprises américaines avaient l'exclusivité. Le cours de l'action de Nvidia a explosé, portant sa capitalisation totale à plus de 3 500 milliards de dollars, la première au monde.

Le décalage entre le bénéfice réel de l'entreprise, 61 milliards de dollars en 2024, et sa valeur supposée de 3 500 milliards paraîtrait suspect à un écolier connaissant les quatre opérations. Mais les médias, les banques, les Musk et les Bezos ont continué à faire monter la sauce. L'inévitable Trump, à peine élu, a déclaré que l'intelligence artificielle était l'avenir et a offert un investissement de 500 milliards de dollars, promettant de décupler la fortune de la bande de voraces qui l'entoure. Le cours des actions a continué de monter, entraî-

nant celui des sociétés alliées et des producteurs d'énergie, dont l'IA de Nvidia et ChatGPT consomme des quantités industrielles.

Puis, patatras, DeepSeek, une société chinoise, a mis en service une intelligence artificielle au moins aussi performante que ChatGPT et ses semblables mais produite sans les processus coûteux de Nvidia et sans sa consommation invraisemblable d'énergie. Les marchés, comme ils disent, ont aussitôt perdu confiance dans la technologie ChatGPT, entraînant la chute du cours des actions des sociétés de tout le secteur.

Ce énième spasme boursier aura au moins montré, outre l'outrecuidance des Trump, Musk et consorts, que l'intelligence artificielle est bien peu de chose auprès de la stupide capacité naturelle du capital.

## Navires abandonnés : des ports pas si francs

D'après un rapport de la Fédération internationale des travailleurs du transport (ITF) il y avait dans le monde, en 2024, 312 navires de commerce à l'abandon. Le long des quais ou au mouillage au fond d'une rade, ils étaient quatre fois plus nombreux qu'en 2020.

À leur bord, 3 133 marins attendent, parfois depuis deux ans, leurs arriérés de salaires, leurs papiers, leurs visas et un pécule pour rentrer chez eux. Ils ne vivent que de la solidarité, celle de l'ITF ou celle des associations locales, sans qui ils mourraient de faim. Les autorités des ports, en revanche, exigent des papiers que les marins abandonnés sont bien en peine de leur fournir, voire les contraignent à rester à bord pour s'assurer de l'entretien minimum de sécurité du bateau.

Personne ne veut payer, ni pour les navires, ni pour les équipages, ni pour les cargaisons, ce qui peut se terminer par une catastrophe. Dans tous les cas, les armateurs de ces quasi-épaves se sont défilés, les propriétaires et destinataires de la car-

gaison ont disparu, les immatriculations sont fausses ou établies sous pavillon de complaisance, les assurances inexistantes. Outre les

déliés. Ces ports francs, aux autorités complaisantes, sont devenus des lieux rêvés pour se débarrasser d'un navire trop vieux pour être rentable,



Dans le port de Brest

dangers liés à la cargaison, il y a les inévitables fuites de carburant et la transformation progressive des navires en tas de ferraille rouillée.

La multiplication des zones franches, ces ports qui n'appliquent pas les règlements internationaux au prétexte de fluidifier le commerce, a facilité le travail aux armateurs in-

d'une cargaison dévalorisée, d'un équipage à qui on doit deux ans de salaire ou les trois à la fois.

En mer comme à terre, faciliter les affaires du patronat revient toujours, finalement, à gâcher la vie des travailleurs.

### Bandes armées et profits

**Le 27 janvier, après trois ans de guerre, les combattants du groupe armé M23 soutenus par l'armée rwandaise se sont emparés de Goma, la capitale régionale du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo (RDC).**

Pour le plus grand malheur de la population, les minéraux rares dont regorge le sous-sol de la région ont toujours attisé l'appétit d'une nuée de groupes armés et, derrière eux, des entreprises capitalistes dont ils sont les fournisseurs.

Les combats entre l'armée congolaise et le M23 appuyé par l'armée rwandaise ont commencé en 2021 et ont ravagé toute la région du Nord et du Sud-Kivu. Dans ces affrontements, l'armée congolaise et ses auxiliaires locaux, les milices wazalendo, ont traité la population avec la même sauvagerie que le M23. Plus de quatre millions d'habitants, dont beaucoup d'enfants, ont dû tout

abandonner pour se réfugier dans des camps improvisés, avant d'être à nouveau rattrapés par la guerre. Beaucoup, qui avaient trouvé refuge autour de Goma, ont été obligés de s'enfuir en catastrophe pour s'abriter à l'intérieur de la ville.

La terreur a commencé au Kivu bien avant ces trois dernières années. C'est la France de Mitterrand, alors président, qui a été à l'origine de l'ancêtre du M23 en 1994, quand l'armée française a été envoyée au Rwanda. Elle devait tenter d'arrêter les soldats du Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR) victorieux du régime génocidaire des extrémistes hutus soutenus par la France.

Incapables d'y parvenir, les militaires français ont protégé la fuite de tous ces nervis au Zaïre voisin, comme se nommait alors l'actuelle République démocratique du Congo. Arrivés au Zaïre, les anciens génocidaires eurent ainsi les moyens

de faire régner la terreur parmi les populations locales. Ils participèrent aux deux guerres qui ont ravagé tout le pays de 1996 à 2003 et furent intégrés à l'armée congolaise dans les accords de paix pour finalement se mutiner en 2012 et fonder le M23.

Aujourd'hui, le soutien de l'armée rwandaise lui permet de prendre le dessus sur une armée congolaise en pleine déliquescence. Le M23 a sans aucun doute réussi à faire passer sous sa coupe et sous celle du Rwanda les groupes armés plus ou moins importants qui contrôlent les gisements, car tel est l'enjeu, avant que le minerai ne soit transformé et vendu à des trusts comme Apple.

Il est souvent question dans les journaux et les livres de la « *malédiction des minerais de sang* ». Mais la seule malédiction, c'est celle de l'impérialisme et de sa domination.

## MARTINIQUE

### Rodrigue Petitot libéré

**Le 24 janvier, à l'issue de son procès, Rodrigue Petitot est ressorti libre, mais condamné à un an de prison avec sursis.**

Sitôt l'énoncé du verdict, des dizaines de personnes se sont rendues à la prison de Ducos dans l'attente de sa levée d'écrou, exprimant leur liesse.

Les 21 et 22 janvier, des centaines de personnes s'étaient rassemblées devant le tribunal de Fort-de-France pour soutenir Petitot, surnommé « le R ». Il était jugé pour intrusion dans la résidence du préfet.

Les faits se sont déroulés le 11 novembre 2024. Ce jour-là, le ministre des Outre-mer était présent sur l'île, dans la résidence du préfet. Les militants du Rpprac (le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes) et Rodrigue Petitot qui en est le président, sont donc allés sur place afin de s'adresser au ministre sur la question de la vie chère.

Après plus d'un mois de prison, Petitot sort donc libre. Il reste sous le coup d'une condamnation à dix mois de prison sous bracelet électronique pour menaces sur des per-

sonnes détentrices d'un mandat, suite à des propos tenus envers les maires de Martinique.

Sa condamnation montre que les autorités ont voulu le punir de s'être révolté et d'avoir mobilisé une partie de la population pour la baisse des prix.

En tout cas, Rodrigue Petitot et le Rpprac ont d'ores et déjà annoncé que la mobilisation contre la vie chère doit continuer !

### Le président a décrété

**Immédiatement après son intronisation, le nouveau président, Trump, s'est mis en scène devant les caméras en signant des dizaines de décrets.**

Certains de ces décrets ont été immédiatement contestés en justice et il n'est pas certain qu'ils s'appliqueront. C'est ainsi que quelques heures après avoir prêté serment de défendre la Constitution américaine, Trump a décidé qu'il ne suffirait plus d'être né aux États-Unis pour en avoir la citoyenneté. C'est contraire à la constitution depuis un siècle et demi, mais évidemment la démagogie anti-immigrés de Trump ne reconnaît aucune limite légale.

En revanche, aucun décret présidentiel n'augmente le salaire mini-

um fédéral, qui est bloqué à sept euros de l'heure depuis quinze ans : sur ce terrain, Obama, Trump et Biden ont eu la même politique antiouvrière. Au contraire certains décrets prévoient de diminuer les impôts des entreprises et de combler ce trou dans les finances publiques en supprimant des dépenses d'assurance-maladie.

Trump a signé un décret promettant de s'attaquer immédiatement « *aux prix trop élevés et à la crise du pouvoir d'achat* ». Trump ordonne ainsi tout simplement à son administration de faire baisser les prix. Ce qui est évidemment parler pour ne rien dire.

Le même décret ordonne aussi d'accroître la « *prospérité des travailleurs américains* ». Comment ? En « *créant des opportunités pour les*

*travailleurs, y compris en tirant les découragés vers le marché du travail* ». Cela laisse prévoir une guerre aux chômeurs accusés d'être responsables de leur situation.

Ce n'est pas du côté du Parti démocrate, dont la politique pro-capitaliste a écœuré suffisamment d'électeurs ouvriers pour permettre la victoire de Trump, que les travailleurs trouveront des alliés. Mieux vaut se fier à leurs propres forces, à l'image de ces salariés d'un supermarché de Philadelphie, propriété d'Amazon, qui viennent d'imposer la reconnaissance de leur syndicat à Jeff Bezos.

## GAZA

### Survivre dans un champ de ruines

**Lundi 27 janvier, après que l'armée israélienne a de nouveau autorisé le franchissement du corridor de Netzarim, situé au sud de la ville de Gaza, des dizaines de milliers de Palestiniens ont commencé à remonter vers le nord du territoire, montrant leur détermination à rentrer chez eux.**

Au cours de 15 mois d'une guerre destructrice, 90 % des Gazaouis ont été contraints de se déplacer, souvent à plusieurs reprises, pour fuir les bombardements ou pour obéir à des ordres d'évacuation de l'armée israélienne. Dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 19 janvier, de nombreux Palestiniens ont cherché à retourner chez eux, même en sachant que leur logement avait très probablement été détruit. Quelques jours plus tard, le 25 janvier, les autorités israéliennes ont fermé les points de passage du corridor de Netzarim, considérant que le Hamas n'avait pas

respecté ses engagements. Des milliers de Palestiniens ont dû passer la nuit à même le sol malgré le froid intense, en attente d'une réouverture, intervenue 24 heures plus tard. Cet épisode illustre la fragilité de la trêve alors que, cherchant à garder le soutien de l'extrême droite, Netanyahu affirme dès qu'il en a l'occasion qu'il peut reprendre la guerre à tout moment.

Si le cessez-le-feu a permis aux Gazaouis de reprendre un semblant de vie, et en tout cas de ne plus craindre les bombardements israéliens, il n'a pas mis fin à leur dénuement quasi total. La bande de Gaza a été transformée en un champ de ruines, privé d'eau courante et d'électricité, où aucun hôpital n'est plus en mesure de fonctionner. Plus de deux millions de Palestiniens se retrouvent condamnés à survivre, parfois sans tente ni bâche pour se protéger de la pluie et du froid. Pour se nourrir, ils ne peuvent compter

que sur l'aide humanitaire, dont les autorités israéliennes limitent toujours l'acheminement. En outre, sa distribution risque d'être rendue encore plus difficile par l'entrée en vigueur, à la fin du mois, de la loi votée par le Parlement israélien interdisant l'activité de l'UNRWA, l'agence de l'ONU d'aide aux Palestiniens.

Depuis 75 ans, le peuple palestinien s'oppose avec détermination à la politique de spoliation et de colonisation des dirigeants israéliens. Et cela devra continuer tant que les travailleurs n'auront pas renversé les dirigeants des puissances impérialistes qui, en soutenant de façon continue Israël, condamne les populations de la région, juives et arabes, à un état de guerre sans fin.

## Les patrons en veulent toujours plus...

Les patrons de Mayotte ne restent pas inactifs pour arracher de nouveaux cadeaux au gouvernement suite au passage de Chido.

Pourtant, l'alerte rouge à peine levée, ce dernier avait immédiatement annoncé toute une série d'aménagements en leur faveur : l'arrêt des recouvrements forcés, la suspension des charges sociales durant 3 mois, le déploiement de l'activité partielle, l'aide d'urgence aux entrepreneurs indépendants et un fonds de solidarité pour soutenir les entreprises. Et parmi celles annoncées par le Conseil départemental, « les aides à destination des auto-entrepreneurs et travailleurs indépendants, le prêt initiative Mayotte à taux zéro, le prêt d'honneur et l'aide à l'investissement.

Mais comme d'habitude les patrons n'en ont jamais assez. Aussi, par la bouche de la nouvelle présidente du Medef Mayotte, Carla Baltus, ils ont renchéri en exigeant que l'État augmente encore plus ses aides, à savoir que la suspension des cotisations sociales se mue en exonération « de décembre 2024 au 31

décembre 2025 », que les pénalités et majorations des périodes antérieures à Chido soient également annulées, que l'activité partielle soit prise en charge non pas à 70% comme c'est le cas actuellement et pour 1,5 mois, mais à 100%, et que l'aide aux entreprises à hauteur de 20% de leur chiffre d'affaires plafonnée à 20.000 euros mensuels, soit calquée sur les 37,5% du CA octroyés en Nouvelle Calédonie avec un plafond à 500.000 euros, « propositions en cours de discussion portées par le Medef Mayotte auprès des institutions ». (JDM du 31 janvier 2025)

Ils ont été reçu cinq sur cinq par le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, qui les a assurés qu'un « plus » leur sera accordé.

Les travailleurs, les chômeurs, les pauvres et les retraités de Mayotte n'ont pas, eux, droit à la même attention de la part du gouvernement. Le Smic, les allocations familiales, le RSA et les indemnités chômage restent toujours bien en dessous de ceux qui sont appliqués dans les autres départements français.

Autant le gouvernement est aux

ordres du patronat, autant il est sourd aux besoins pourtant vitaux de la population.

C'est d'ailleurs ce qu'ont bien compris les travailleurs de l'Éducation nationale qui ont accueilli leur ministre Borne à plusieurs centaines et en grève pour obtenir la création des centaines de salles de cours, d'écoles et de postes de professeurs nécessaires à l'accueil des 110 000 élèves de Mayotte qui pâtissent depuis des années du manque d'investissements de l'État.

Un exemple à suivre par tous ceux qu'ignorent et méprisent ministres et capitalistes.

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

**Prénom :**

**Adresse:**

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*  
 BP 184  
 97470 SAINT-BENOÎT  
 e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
 Commission paritaire n°  
 1019C85576  
 Directeur de publication : Didier Lombard  
 Tirage : 100 exemplaires  
 ISSN : 2552-7282

